Un rapport de l'ONU dénonce le déploiement de l'armée burundaise en RDC

RFI, 07-01-2015 RDC : l'ONU pointe du doigt l'opacité des interventions burundaises. C'est une exclusivité : F continue d'analyser le rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la RDC qui devrait être publié dans les prochains jours. Les auteurs reviennent sur le déploiement de l'armée burundaise dans l'est de la RDC, une présence d'armée mentionnée jusqu'aujourd'hui par les gouvernements burundais et congolais. Le document fait également état de témoignages sur la présence au Congo d'Imbonerakure, la jeunesse du parti au pouvoir au Burundi.

Dans ce rapport, les experts onusiens dénoncent le fait que Bujumbura n'a pas notifié la présence de ses troupes en soutien aux FARDC, ni l'acheminement d'armes au Congo. C'est pourtant ce que prévoit la résolution 1807 sur l'embargo sur les armes et ce, même si le gouvernement congolais avait donné son accord pour ce déploiement sur son territoire. Cette notification, le groupe d'experts l'a demandée à plusieurs reprises aux autorités burundaises, en vain. Même si sur demande de Kinshasa, les troupes burundaises se sont retirées de l'est du pays. Entraînement d'Imbonerakure Le rapport fait également état de témoignages concordants de civils, de militaires congolais, d'un ex-combattant burundais, mais aussi d'un journaliste, d'un chercheur indépendant et d'un diplomate, concernant l'entraînement d'Imbonerakure dans l'est du Congo, en 2014. Une présence qui avait été dénoncée par le président l'Aprodh, Pierre-Claver Mbonimpa, ce qui lui vaut toujours d'être inculpé par la justice burundaise. Ces jeunes Burundais du parti au pouvoir auraient porté des uniformes de l'armée burundaise, et des entraînements organisés par le major Kazungu, des renseignements burundais ainsi que de son supérieur de l'époque, le général Adolphe Nshimirimana, selon les témoignages recueillis par le groupe d'experts. Demandes d'enquêtes sur des viols Le groupe dit avoir demandé des explications au gouvernement burundais qui n'a jamais répondu non plus à ses requêtes. Autre sujet de préoccupation : des viols commis par des groupes d'hommes en uniformes burundais. Les experts onusiens ont recueilli des témoignages de quatre femmes, dont une jeune fille de 16 ans. Ils disent ne pas être en mesure, sur cette base, de savoir si les forces armées burundaises ou les Imbonerakure sont responsables de ces viols, mais demandent à Bujumbura et Kinshasa d'enquêter et de poursuivre les responsables. Human Rights Watch demande l'arrestation du chef de guerre Ntabo Ntaberi Sheka L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch appelle le gouvernement congolais et la Monusco à intensifier leurs efforts pour arrêter et poursuivre le chef de guerre mal-connu, Ntabo Ntaberi Sheka. Son groupe, le Nduma Defense of Congo (NDC), est responsable de viols massifs, de meurtres d'une grande brutalité, de mutilations et d'enlèvements d'enfants. Il y a quatre ans, en janvier 2011, la justice congolaise a émis un mandat d'arrêt contre lui pour crimes contre l'humanité. Depuis, non seulement les combattants du NDC ont commis de nouvelles atrocités, mais leur chef Sheka a plusieurs fois rencontré des officiels congolais et onusiens sans jamais être inquiété. Ida Sawyer, chercheuse de Human Rights Watch en République démocratique du Congo, revient pour RFI sur l'impunité et les alliances dont il a pu bénéficier jusqu'alors.